

Décision portant droit de préemption des parcelles cadastrées à Aurel section E n° 540 261 et 575 situées route de la Tuilerie propriété de Monsieur Olivier BOULET

LE PRÉSIDENT DE L'ÉCOLE METROPOLIA

¹⁰ V. le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L.3221-9 et L.3221-20.

W le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.200-1, L.202-1 à L.202-7, L.213-0 à L.213-4, L.213-04 à L.213-16, L.213-08, L.223-1, L.300-1, R.213-0, R.213-1 à R.213-11, R.213-05, R.205-20, R.213-04 et R.213-16.

Ver la Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 151-41, R 151-47 à R 151-50

Willes visités de la Communauté urbaine Limoges Métropole

Vu la délibération du conseil municipal de la commune du 26 février 2005 instituant le droit de préemption urbain sur les zones UA, UB et d'urbanisation future du Plan local d'urbanisme.

W le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur sur la commune d'Auzel, ses révisions simplifiées et modifications.

W) la liste des emplacements réservés du PLU de la commune d'Aunell et notamment l'emplacement réservé n°6 : « Emplacement d'une voie communale ».

WU la délibération du Conseil communal n° 112 du 30 mars 2017, par laquelle l'Union Mitrucule a délégué l'exercice du droit de présentation relatif aux communes.

dans les zones de prescription déjà existantes à l'exception notamment des emplacements réservés inscrits au territoire de la commune d'agglomération dans les plans locaux d'urbanisme, pour les équipements publics et projets d'intérêt communaires, et pour la création de voies nouvelles ou l'aménagement des voies existantes de l'ensemble périurbain.

Vu la Déclaration d'intention d'aliéner déposée en Mairie par Madame Françoise PERRET en date du 29 septembre 2025 et relative à la vente par Monsieur Olivier BOUANT des parcelles cadastrées à ALBIER, (67700) section B n°540, 561 et 671 d'une superficie totale de 765 m², situées 147 route de la Tuillière, vendue au prix de 42 000 Euros, sans commission d'agence.

W l'article L.223-2 du Code de l'enfance qui dispose que : « Le titulaire du droit de préemption peut, dans le délai de deux mois prévus au troisième alinéa du présent article, adresser au propriétaire une demande unique de communication des documents permettant d'apprécier la consistance et l'état de l'immeuble ainsi que, le cas échéant, la situation financière et patrimoniale de la société civile immobilière ».

1 DOCUMENT - Publié le 8 Janvier 2026



27705.pdf
(.pdf, 217,2 Ko)



TÉLÉCHARGER